

ALEXIA KEFALAS

LA MÉTHODE GRECQUE

Survivre à la crise

Éditions de La Martinière

Ouvrage publié sous la direction de Bertil Scali

ISBN 978-2-7324-5842-7

© 2013, Éditions de La Martinière
Une marque de La Martinière Groupe, Paris, France
Connectez-vous sur :
www.lamartinieregroupe.com
Dépôt légal : avril 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

En souvenir de mon oncle, Yves Solinhac

Merci à mes éditeurs,
Jean-Louis Festjens
et Bertil Scali

Introduction

« *To aima den ginetai nero* » (« Le sang ne devient pas de l'eau »), cette expression grecque très connue m'a toujours poursuivie. Née à Paris, d'origine grecque de cinquième génération, j'ai voulu mettre un pied dans mon histoire ancestrale. Mes étés passés sur les plages interminables de Kos ou en compagnie des pêcheurs d'éponges de Kalymnos, dans le Dodécanèse, ne me suffisaient plus. J'ai saisi l'occasion des jeux Olympiques d'Athènes en 2004 pour m'installer dans la capitale. Parler, écrire, lire la langue, avoir un nom grec ne m'ont pas aidée. La déroute économique et sociale qui pendait au nez de mes compatriotes était inquiétante, mais tout me plaisait, cette joie de vivre, la philosophie du « tout ira mieux demain », la musique, l'histoire dans laquelle j'avais toujours baigné.

Jusqu'à récemment, la Grèce était comparée par certain à la cigale de la fable de La Fontaine. Tout n'était que joie de vivre, farniente sur des plages de sable fin, criques et petites barques de pêcheurs... On citait les Grecs et leur ancêtres comme des références,

leur langue comme l'une des plus anciennement attestée en Europe et leur sens des affaires comme une école à suivre.

Tout a changé un matin d'octobre 2009 quand la crise s'est abattue sur le pays. Après avoir chanté tout l'été, il fallait aujourd'hui rembourser.

Que s'est-il passé ? Comment en est-on arrivé là ?

Comment l'ami grec peut-il être aujourd'hui qualifié de filou par ceux-là même qui hier le respectaient ? Et surtout pourquoi et à qui la faute ?

Les Grecs allaient-ils devoir devenir des fourmis à l'image du modèle allemand ?

Le pays n'en est pas à sa première crise, mais celle-ci frappe le peuple grec dans sa dignité, sa fierté et son honneur, celui qui a conduit Socrate à boire la ciguë face à l'Acropole en 399 avant notre ère.

La crise gangrène l'Europe et décime les plus fragiles, dont la Grèce. Les Grecs ont perdu leur légendaire joie de vivre et même les plus philosophes d'entre eux ne parviennent aujourd'hui plus à relativiser.

PREMIÈRE PARTIE

L'EUROPE À LA CARTE,
Y ADHÉRER OU PAS

1

La politique reine

Un des films marquants du cinéma grec moderne est sans conteste *Brazilero*, du réalisateur Sotiris Goritsas. Tourné en 2001, ce long métrage raconte l'histoire d'un entrepreneur grec subventionné par l'Union européenne, qui a dépensé tout cet argent pour l'acquisition d'un petit club de football brésilien. Or il reçoit la visite de deux contrôleurs européens chargés de vérifier la bonne utilisation des subventions. Le film raconte comment il essaie de mener ces technocrates en bateau, au sens propre comme au figuré. Ce constat tragi-comique résume et aborde par le burlesque les subventions accordées par les Européens et en dit long sur la relation ambiguë des Grecs à l'Europe.

La Grèce est, à juste titre, considérée comme le berceau de la civilisation européenne, les Hellènes en sont très fiers, même si ce bel héritage peut être parfois un fardeau qui les leste. Ils se sentent profondément européens, mais ils fonctionnent différemment des Portugais ou des Français, tout comme les Allemands ne fonctionnent pas comme

les Irlandais ou les Italiens. Sans pour autant entrer dans l'histoire du pays, il faut revenir néanmoins à 1975 pour comprendre ce rapport des Grecs avec les Européens.

Un an après la chute du régime des colonels, le Premier ministre en poste est Konstantínos Karamanlís (Constantin Caramanlis). Cet homme charismatique a la lourde charge de rétablir la démocratie en Grèce après sept ans de dictature imposés par la junte. Pour ce conservateur, il n'y a pas de temps à perdre. Le pays doit se reconstruire vite. Conscient qu'il ne peut le faire seul, il demande de l'aide aux puissances jadis alliées : la Russie (URSS), la France et le Royaume-Uni. En effet, en 1821, après quatre siècles d'occupation ottomane, les Grecs se soulèvent, soutenus par un grand mouvement philhellène présent alors dans toute l'Europe. Citons par exemple Victor Hugo qui dans ses écrits (*Les Orientales*) relate la répression ottomane de ce soulèvement, et cette volonté de liberté du peuple grec. La Russie, la France et le Royaume-Uni apportent leur soutien au peuple grec dans leur lutte pour leur indépendance et leur liberté face à l'Empire ottoman. L'État hellénique obtient son indépendance par le traité de Londres de 1830, du moins pour la Grèce continentale. En 1832, ce traité est entériné par les Ottomans. Ce lien historique entre ces trois pays et la Grèce explique que Caramanlis se tourne vers ses alliés.

Pour oublier la triste et douloureuse parenthèse de la période de la dictature des colonels, Caramanlis

renoue avec la diplomatie. Il invite le président français nouvellement élu, Valéry Giscard d'Estaing. Une visite symboliquement forte et déterminante pour l'avenir du pays. Le gouvernement déploie alors de grands moyens. Tout doit être organisé en quelques jours. Les Grecs, comme beaucoup d'autres, sont des adeptes de la procrastination, mais ils sont aussi capables de tout régler en dernière minute et savent travailler dans l'urgence.

En peu de temps, des arbres ont été plantés sur la célèbre avenue Syngrou, qui relie le centre d'Athènes au front de mer, l'aéroport est rafraîchi et le palais du Premier ministre redécoré. Ainsi, quelques heures avant l'arrivée du président français, Athènes est prête.

La visite se déroule à merveille et Valéry Giscard d'Estaing annonce sa volonté de faire entrer la Grèce dans la Communauté européenne dont un élargissement est prévu six ans plus tard, en 1981. Il s'agit là d'une occasion unique pour la Grèce qui va tout faire afin de remplir les conditions d'adhésion. Pour l'Europe, faire entrer la Grèce est une sorte de reconnaissance envers cette terre originelle des valeurs éternelles comme la démocratie, les mathématiques et la philosophie. « On ne peut laisser Platon et Socrate à la porte de l'Europe », martèle alors le président français. Une phrase culte qui restera dans l'Histoire des deux pays. Mais cette identité culturelle pèse moins dans la volonté de faire entrer la Grèce dans la CEE que la situation géostratégique de la région. Le pays est au cœur des Balkans, à la frontière entre l'Orient et l'Occident. Ce carrefour serait

une force pour l'Europe en devenir, tant stratégique qu'économique. La Grèce représente la première flotte mondiale, il ne serait donc pas inintéressant d'avoir un tel membre dans sa communauté.

Pour les Grecs, l'Europe rime avec modernité, développement, appartenance à une fratrie plus large et, surtout, la garantie d'une manne financière.

Or l'Europe est un peu comme cette grande chaîne de magasins dont le mode d'emploi traduit du suédois rend difficile l'assemblage des éléments. Pourquoi les Grecs chercheraient-ils à en comprendre le fonctionnement lorsque, en outre, personne ne prend réellement le temps de le leur expliquer ?

En somme, dans l'esprit de la population, la Communauté économique européenne se résume à une succession de privilèges. Certes, elle porte le nom d'une déesse de la mythologie, mais, au lieu de tirer ses taureaux, celle-ci tire un char rempli de billets. Un seul mot d'ordre : développement. Il est utilisé à toutes les sauces. On développe tout et dans tous les sens. Par la culture : aménagements et ouvertures de musées,ancements de chantiers de fouilles archéologiques ; le tourisme : des investissements dans les infrastructures routières et immobilières dans les îles les plus éloignées, comme Rhodes, Mytilène, Chios. Ce qui provoque un bond de la construction. À cette époque, moderniser rime avec croissance exponentielle des fonctionnaires.

On embauche à la va-vite, sur un simple coup de téléphone, des milliers de personnes dans l'adminis-

tration. Ce qui n'est pas nouveau. À la fin des années 1980, la Grèce avait déjà l'une des bureaucraties d'État les plus importantes d'Europe avec 214 fonctionnaires pour 10 000 habitants, quand la France en comptait 176 et l'Allemagne 126 ! Même après l'ère Papan-dréou (1981-1989), les gouvernements ont continué d'en embaucher par centaines, cela allant de soi. Rien qu'entre 2004 et 2009, sous la gouvernance du conservateur Kóstas Karamanlís (Costas Caramanlis), hérité de la longue lignée politique des Caramanlis, 75 000 fonctionnaires ont été embauchés, soit une augmentation de 10 % du secteur public. Au début de la crise, en octobre 2009, un Grec sur quatre était fonctionnaire, soit un peu plus de 1 million d'actifs. Deux ans plus tard, ce même pourcentage se retrouve sans emploi.

Un État providence rimant avec dépenses

La rapidité n'est pas la meilleure conseillère, et le côté méditerranéen des Grecs les rattrape parfois. Ainsi, les subventions venues de Bruxelles sont distribuées à tout-va après la chute des colonels. Selon plusieurs experts, l'affectation et la gestion de ces fonds ont répondu davantage à des motivations d'ordre clientéliste qu'à des critères d'efficacité économique. La politologue Vassiliki Georgiadou a bien analysé la situation :

Il y a un manque sérieux dans la transparence, dans la gestion tant des fonds nationaux que des sub-

ventions européennes ; qui sont souvent détournées des objectifs qui leur étaient assignés. La réalité est que l'argent européen n'a pas été géré de façon rationnelle et, au lieu de renforcer la compétitivité et la production, il a été destiné à la consommation et à la surconsommation.

Les années 1980 et 1990 ont été marquées par plusieurs scandales politico-financiers à tous les niveaux de la société. C'est le cas, par exemple, des aides européennes attribuées aux agriculteurs. Elles furent dépensées pour l'achat de voitures de luxe ou pour la rénovation de leurs maisons, et non pas pour la modernisation de leurs exploitations agricoles. C'est le cas aussi pour l'embauche de nombreux proches des milieux politiques par la direction de centres de formation subventionnés par Bruxelles. Pis, certains organismes publics subventionnés se sont même révélés être de véritables coquilles vides. Comme un centre public de danse et de théâtre, exemple souvent cité par les médias, qui a provoqué un tollé : il a englouti pour son fonctionnement un tiers des sommes qu'il était censé redistribuer pour des activités culturelles. Mais cela ne s'arrête pas là. Ces fonds européens servent à tout et à n'importe quoi : dépenses militaires, préservation du phoque-moine, du colibri siffleur ou encore protection de larges étendues de piscicultures alors qu'il n'y a pas le moindre poisson. Certains ont fait preuve d'une imagination débordante.

Au final, l'argent se perd, mais le problème semble culturel. Après des années d'enseignement, Georges Pagoulatos, professeur d'économie à l'université d'Athènes, est intransigent :

Le gaspillage et la corruption s'expliquent en partie par une sorte de tolérance au sein de toute la société. Tout le monde, des bas jusqu'aux plus hauts salaires, en passant par les responsables politiques, profite et tolère la corruption et l'évasion fiscale. Pour les premiers, c'est une manière d'arrondir leurs fins de mois, pour les seconds de s'enrichir. Tout cela est rendu possible par l'absence d'un vrai contrôle grec associé à une indulgence européenne : jusqu'à l'adoption du traité de Maastricht en 1993, la Communauté européenne n'avait pas de procédure stricte pour surveiller la gestion de ces subventions.

L'argent octroyé n'étant pas contrôlé par Bruxelles, les Européens passaient pour des ingénus. On les surnommait les *koutofrangoi*, les Francs naïfs, dont on peut se jouer facilement. Et les divers gouvernements donnaient l'exemple, en maquillant les chiffres pour entrer dans la zone euro.

Trente-huit ans plus tard, la vérité se fait jour. Une des études de Transparency International dévoile que la crise financière grecque est en partie imputable à la corruption, avec près de 790 millions de pots-de-vin versés en 2009. Une hausse de 50 millions par rapport à 2008 ! Les secteurs les plus touchés dans

le domaine public sont les hôpitaux, les services d'urbanisme et l'administration fiscale.

Mais, au-delà des rapports annuels des divers organismes et des expertises, certains intellectuels, comme le grand réalisateur Costa Gavras, y voient une supercherie. Au cours d'un échange le soir de la présentation de son dernier film *Capital* au Festival international du film de Thessalonique, il m'explique que, derrière toute cette crise, il y a une grande hypocrisie.

Les commissaires européens aux comptes savaient et ont tous été atteints d'un aveuglement coupable en ne sanctionnant pas la Grèce plus tôt pour sa mauvaise gestion des comptes pratiquée par les politiques. En outre, les puissances européennes comme l'Allemagne et la France profitaient de la place géostratégique de la Grèce pour faire leur commerce au prix fort.

Le réalisateur du film *Z*, figure emblématique de la lutte contre la dictature des colonels, ouvre là une réflexion sur le fonctionnement même du budget de l'État. Après trente ans d'appartenance à l'Union européenne et d'octroi de subventions, la Grèce, terre agricole par excellence, en arrive aujourd'hui à ne plus rien produire et à dépendre des importations, y compris pour les plus simples des aliments : la pomme de terre du Canada, les oranges du Maroc et même l'ail venu de Chine ! Ces dérives scandaleuses touchent la quasi-totalité des couches sociales et changent les codes sociétaux.

Tout repose à présent sur la consommation ou plutôt sur l'hyperconsommation. En trente ans, les Grecs se sont métamorphosés, des mentalités au style vestimentaire en passant par le logement. Et les chiffres suivent. Le grand quotidien conservateur *Kathimerini* a justement publié une étude de l'Office statistique australien en décembre 2012 révélant que les Grecs habitent dans des logements d'une superficie de 126 m², moyenne très au-dessus de la plupart de leurs voisins européens. En 2009, la Grèce se plaçait au cinquième rang mondial et au deuxième rang européen en la matière. Aujourd'hui, ces logements vides symbolisent l'aspiration trompeuse à la richesse matérielle.

La relation des Grecs avec leur habitat est enracinée dans la culture, dans l'histoire et dans la société. Les biens matériels les confortaient dans leur existence. Investir dans une maison permettait aux parents de garantir l'avenir de leurs enfants et de faire fructifier leur épargne. Il n'empêche, les logements de luxe constituaient tout de même le socle d'une identité fragile.

En arrivant à Athènes, à la veille du lancement des jeux Olympiques en 2004, afin de couvrir l'événement pour la télévision française, j'ai moi-même été stupéfaite par cette insouciance générale. À ce moment-là, le rêve d'une grande partie de la population n'est plus que matériel : les voitures de luxe se font concurrence, les yachts se disputent les places d'amarrage dans les marinas longeant le port du Pirée, les femmes déambulent dans la capitale vêtues de grandes marques

ostentatoires. Il est de bon ton d'aller chez le coiffeur tous les deux jours, de se montrer dans les dîners et de recevoir dans une maison toujours plus grande que celle du voisin... L'importance du paraître ou la naissance du bling-bling avant l'heure.

Je devais alors tourner un sujet sur ce que l'on appelait à l'époque le « miracle grec ». Ce petit pays d'Europe, aux 11 millions d'habitants, avait réussi son entrée dans la zone euro et battait des records de croissance, avec près de 4 % annuel. Je venais alors tout juste d'emménager dans la capitale et je ne savais pas par quoi commencer pour relater en quelques minutes la réalité du pays. Alors que je suis en plein questionnement, mon téléphone sonne. Au bout du fil, une jeune employée d'une banque privée dans laquelle je ne possédais pas de compte m'explique que j'allais recevoir dans la journée une carte de crédit avec un acompte de 30 000 euros. Étonnée, je lui dis qu'il y a sans doute erreur, n'étant pas cliente de cet établissement. Mais qu'importe, la conseillère, parée à tous les arguments, insiste :

Vous pourrez faire tout ce que vous souhaitez avec cette carte, n'importe quel achat et sans contrainte. Passez à l'agence, je vous concocterai un prêt « vacances » pour vous évader quelques jours ! C'est le moment de financer toutes vos envies.

Cette phrase résonne encore dans ma tête. Interpellée par ce coup de fil, je décide d'en parler à des

collègues et amis, mais personne ne semble étonné. L'un d'eux, Grégory, un fonctionnaire de trente-deux ans, au salaire moyen de 1 200 euros par mois, sort son portefeuille et me montre, avec une fierté non dissimulée, sa collection : une vingtaine de cartes aux couleurs arc-en-ciel soigneusement rangées.

La rouge sert pour les matches de football, la bleue pour le supermarché, la verte est exclusivement réservée aux achats de ma femme, elle arrive même à payer en vingt-quatre mois la dinde de Noël !

Le fait que ces cartes de crédit soient taxées à 20 % ne l'effraie pas. C'est du crédit revolving. Les taux d'intérêt oscillent entre 20 et 25 %, mais les personnes à bas revenus, qui y ont principalement recours, ne s'en rendent compte que des mois plus tard. Cette liberté de dépenser est chèrement acquise. Ceux qui proposent des crédits revolving font tout pour faire croire aux consommateurs que le bonheur est dans le prêt.

En attendant, ces cartes permettent l'essentiel : consommer. Et les Grecs s'amuse de leur utilisation compulsive.

À la même époque, l'État découvre l'euro. La monnaie unique, qui permet d'emprunter à taux bas. Et il s'en donne à cœur joie. La Grèce s'endette, les Européens ferment gentiment les yeux.

Des primes très politiques

Cette hyperconsommation peut se comprendre. Tout comme la France ou l'Angleterre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la consommation et l'insouciance sont synonymes d'une liberté et d'une paix retrouvées. Les Grecs reviennent de loin. Sans remonter à l'occupation ottomane, le pays a connu trois guerres au xx^e siècle (une civile et deux mondiales), toutes trois particulièrement destructrices et meurtrières (avec une perte de 10 % de la population), une dictature de 1967 à 1974, et enfin le retour à la démocratie qui les a libérés. La réussite professionnelle de chacun est une revanche, un gage d'évolution. Andréas Papandréou, Premier ministre en 1981, année de l'entrée de la Grèce dans la Communauté européenne, arrivait à point nommé pour incarner cette image et cette espérance. Paradoxalement, il avait compris les failles de cette Europe en construction et en usait.

L'homme, racé, élégant et posé, était un négociateur hors pair.

Quand il se rendait aux Conseils européens, commente Giorgos Delastik, analyste politique, il menaçait les partenaires de l'époque de sortir de la CEE en assurant que son pays ne pouvait tenir ses engagements. Il exerçait ce chantage uniquement

RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : AVRIL 2013. N° 110833
IMPRIMÉ EN FRANCE